CONVENTION RELATIVE FINANCEMENT D'UNE ACTION DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE CADRE DE LA LOI OUDIN-SANTINI

Entre La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon, 13007 MARSEILLE, représentée par son Président, Monsieur Eugène CASELLI, dûment autorisé par délibération du Conseil de Communauté

ci-après dénommée Marseille Provence Métropole

Et L'association Solidarité et Liberté dont le siège est situé 11, Bd de la Jamaïque, 13015 MARSEILLE représentée par son Président Monsieur Georges SINIBALDI,

ci-après dénommée Solidarité et Liberté

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de régler les rapports entre l'association Solidarité et Liberté et Marseille Provence Métropole, afin de financer un programme d'accès à l'eau aux établissements scolaires dans le District de Makhmour au Nord de l'Irak. Il s'agit, en effet, de contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires dans les établissements scolaires ainsi qu'aux conditions de vie de la population locale.

L'objectif du projet est de financer le forage de points d'eau à proximité immédiate d'établissements scolaires afin de conjuguer accès à l'éducation, prévention sanitaire, accès à l'eau, sensibilisation à la ressource et à sa préservation.

Pour sa mise en œuvre, le programme 2011 sera réalisé avec la démarche qui est celle de l'association depuis de nombreuses années, fondée sur une concertation étroite avec les autorités locales et en particulier avec la municipalité de Makhmour, les services de la Direction de l'Eau, et la Direction de l'Education du Gouvernement Régional du Kurdistan, qui participe financièrement à ce programme, afin d' :

- A. Apporter de meilleures conditions sanitaires dans les établissements scolaires :
 - Par le creusement, approfondissement de puits
 - Par l'aménagement d'équipements et de raccordements à des citernes
 - Par une meilleure gestion des points d'eau
 - Par une sensibilisation à l'hygiène

B. Améliorer l'accès à l'eau dans les villages reculés

Par l'aménagement de points d'eau

Par la réalisation, la réhabilitation des réseaux

Par la mobilisation et la canalisation des ressources hydrauliques disponibles afin de les rendre disponible à la population

Par la détermination et la délimitation des périmètres de S&L, à partir des propositions et opportunités des instances locales et des bénéficiaires.

Des contacts sont en cours entre l'association Solidarité et Liberté et l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) afin d'établir un partenariat avec celui-ci qui a manifesté le souhait d'intervenir également dans l'accès à l'eau au bénéfice des enfants.

Article 2 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à partir de sa notification, afin de couvrir toute la période d'intervention de l'association Solidarité et Liberté dans la région susvisée et cessera de plein droit à l'achèvement de cette durée après accomplissement par chaque partie de l'ensemble de leurs obligations. Elle ne saurait être prolongée de façon tacite.

Article 3 : Obligations de l'association

1. L'association Solidarité et Liberté s'engage à respecter tous les textes qui régissent la vie des associations et à gérer avec toute la rigueur désirable les fonds qui lui sont attribués. Elle en garantira une destination conforme à son objet social.

L'association Solidarité et Liberté devra utiliser la subvention de MPM conformément à l'objet et à l'affectation définie par MPM.

Le présent projet partenarial s'inscrit dans le double contexte des actions menées aussi bien par la municipalité de Makhmour que par l'association Solidarité et Liberté.

La maîtrise d'œuvre de cette opération sera assurée conjointement par l'association et la Direction de l'eau du Gouvernorat de Makhmour/Erbil.

Cette action devra valoriser le mieux possible les points forts des différents acteurs impliqués : identification au niveau des établissements scolaires et villages, disponibilités d'informations (sanitaires, sociales, techniques...), compétence techniques...

Dans le cadre de l'élaboration du projet, un partenariat sera proposé sur la base d'un chronogramme des activités suivant :

- Les enquêtes de terrain et les réunions de travail
- Le choix des sites prioritaires
- Le recensement des solutions existantes
- L'analyse des problèmes sanitaires

- L'évaluation des besoins
- L'élaboration d'un référentiel technique
- Le choix participatif de la solution préférable
- L'encadrement et le suivi des travaux
- L'appui à l'auto-évaluation des bénéficiaires
- L'organisation d'une capitalisation finale

Une convention entre la municipalité de Makhmour et l'association Solidarité et Liberté précisera l'ensemble des modalités de réalisation du programme, l'engagement réciproque de chaque partenaire ainsi que le niveau de financement s'y réfère.

2. L'association Solidarité et Liberté s'engage à associer Marseille Provence Métropole à tous les événements médiatiques organisés durant l'opération, Elle s'engage à faire figurer le logo et à faire mention de Marseille Provence Métropole sur les supports de communication relatifs à l'action et à l'engagement de l'association.

3. L'association Solidarité et Liberté fournira à Marseille Provence Métropole dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de Commerce ;
- le rapport d'activité.

Article 4 : Moyens mis à disposition par Marseille Provence Métropole

Marseille Provence Métropole accorde, sur sa demande, après instruction du dossier et sous réserve de l'inscription des crédits au budget correspondant, une subvention d'un montant de 30.000 euros.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière

1. Marseille Provence Métropole procédera au règlement de la subvention d'un montant de 30 000 €, sur appel de fonds de l'association Solidarité et Liberté, à raison de :

- 60% à la signature de la convention et sur présentation du projet de l'événement et du budget prévisionnel,
- 40% sur présentation d'un premier compte rendu sur l'avancée des ouvrages et un état des dépenses engagées signé par le Président de l'association. Le bilan définitif sera présenté ultérieurement.

2. La subvention de MPM sera versée au compte de l'association Solidarité et Liberté:

Banque	Guichet	Compte	Clé
10278	08976	00042072940	66

Article 6 : Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 : Contentieux

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de désaccord sur l'un des articles de la présente convention, toute solution amiable avant d'ester devant la juridiction compétente qui est celle du lieu de la signature de la convention.

Fait à Marseille, le

Pour la Communauté urbaine
Marseille Provence Métropole,
son Président,
Eugène CASELLI

Pour l'association Solidarité et Liberté
son Président,
Georges SINIBALDI